

L'APPUI AUX AGRICULTURES FAMILIALES AFRICAINES

UNE RÉPONSE NÉCESSAIRE AUX DÉFIS DU CONTINENT



Le choix du modèle agricole en Afrique revêt comme partout dans le monde une importance stratégique. Faisant preuve d'une grande réactivité et d'une grande capacité d'innovation, l'agriculture familiale doit donc être soutenue par des politiques agricoles volontaristes.

Les agricultures familiales – définies par les liens organiques existants entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation privilégié du travail familial excluant le salariat permanent – sont la forme d'agriculture dominante dans le monde. Elles sont évidemment diverses et leur diversité exprime un continuum de situations qui illustre les réalités des systèmes agraires et des marchés. L'Afrique subsaharienne (ASS) n'échappe pas à ce constat. Les agricultures d'entreprise, avec actionnariat, management technique et main-d'œuvre salariée, y sont rares et ne se rencontrent que dans quelques secteurs spécifiques, comme les grandes plantations agro-industrielles de matières premières agricoles tropicales (huile de palme, caoutchouc, canne à sucre) dont elles sont loin d'avoir le monopole.

UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE AU STADE BORD CHAMP

Cette agriculture familiale africaine est peu capitalisée et de faible niveau technologique – elle est majoritairement manuelle, le recours à la culture attelée est limité et la motorisation rarissime – et elle est caractérisée par une faible productivité du travail (de l'ordre d'une



L'Afrique Sub-saharienne aura 1 milliard d'habitants supplémentaires à nourrir d'ici 2050

tonne d'équivalent céréale par actif et par an). Pourtant elle a réussi globalement, par l'extension des surfaces cultivées, à suivre la croissance des besoins alimentaires d'un continent dont la population a été pratiquement multipliée par 4 au cours des cinquante dernières années et

où la croissance des villes a été encore plus forte (x10). Elle s'avère souvent compétitive au stade bord champ et soutient la comparaison avec des concurrents comme la Thaïlande ou le Brésil ; mais elle est en revanche pénalisée par un environnement économique et institution-

65%
de la population
active africaine
est agricole.

nel défavorable (infrastructures, capacités de transformation et stockage).

La lente érosion de la production alimentaire par habitant, qui est compensée par des importations, pose cependant la question de la capacité de réponse à la croissance démographique qui se poursuit (l'ASS aura 1 milliard d'habitants supplémentaires d'ici 2050), alors que les surfaces cultivées par actif diminuent - avec des risques majeurs de dégradation des ressources - sans progression significative des rendements.

Le choix du modèle agricole à soutenir est ici stratégique. Car si la pauvreté et la faiblesse des moyens techniques et financiers des agriculteurs sont de lourds handicaps, l'appui au développement de l'agriculture d'entreprise à grande échelle (mise en lumière par les acquisitions foncières de groupes financiers ou d'Etats étrangers) est une solution apparemment facile (les réalisations sont autrement complexes !) qui ne répond pas aux défis structurels du continent. La question ici n'est pas seulement de « produire plus » : il s'agit aussi de donner des moyens d'existence et des revenus au plus grand nombre. Or 65% de la population active africaine est agricole et les alternatives d'emploi dans d'autres secteurs à court et moyen terme restent extrêmement limitées.

RÉPONDRE À LA DEMANDE DE PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE

Ainsi ce sont les agricultures familiales, qui concernent le plus grand nombre, qui doivent être soutenues. A l'instar par exemple de l'expérience des pays européens, elles ont historiquement montré leur rapidité d'innovation et leur capacité de réponse aux besoins dès lors que leur environnement économique et ins-



Cultures maraichères au Burkina Fasso

© Denis Cordier - Fotolia.com

titutionnel était favorable. Pour faire sa révolution agricole, l'agriculture familiale africaine a donc besoin de politiques volontaristes - soutiens directs et indirects (crédit, conseil, accès aux équipements et aux intrants), régulations et de protections de marchés. Des progrès sont enregistrés grâce à une meilleure coordination régionale entre Etats. Mais des priorités d'action doivent être retenues, au premier rang desquelles la réponse à la considérable demande en produits alimentaires de base (céréales, tubercules, produits animaux) et leur transformation locale, tout en relevant le défi d'une mise en valeur plus durable des ressources naturelles. Un sacré programme pour la profession agricole, la recherche et les pouvoirs publics ! ●

Bruno LOSCH
CIRAD

En Afrique
sub-saharienne
la productivité
ne dépasse pas
encore 1 tonne
d'équivalent
céréale par actif
et par an



© Renate W. - Fotolia.com